

DROIT D'ASILE MENACÉ, DROITS DE L'HOMME BAFOUÉS, MAIRIE OCCUPÉE !

Au 1er Janvier 2009, entre en application la réduction budgétaire imposée par le ministère de l'immigration concernant les plateformes d'accueil et d'hébergement des demandeurs d'asile (mieux connu sous le nom de SCODA, le Service de Coordination et d'Orientation des Demandeurs d'Asile en Finistère).

Au niveau départemental, «l'accueil» des nouveaux arrivants demandeurs d'asile EST SUPPRIMÉ ! Cela signifie que ces nouveaux arrivants ne pourront plus être logés, ne pourront plus bénéficier des aides juridiques et financières délivrées par le SCODA actuellement. Cet accueil se fera au niveau régional, par le CADA de Rennes, qui devra gérer 4 départements au lieu d'un, sans augmentation de budget.

Le nombre de plateformes départementales, était de 60 en France en 2007. Il est déjà passé à 37 en 2008, et passera à 23 au 1^{er} Janvier 2009. Sans parler de quotas de demandeurs d'asile (ce qui risque d'arriver), cette décision entraînera la diminution du nombre de demandeurs d'asile pris en charge. Cela participe pleinement à la logique gouvernementale de plus en plus ferme en matière d'immigration, et même d'asile politique.

Les réfugiés politiques ont fuit leur pays. La France se doit de les accueillir et de les protéger, conformément à la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés, et de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Après l'occupation du SCODA les 29 et 30 Décembre derniers, le CASSS-paPIERs a décidé d'occuper la Mairie de Brest, et demande aux élus Brestoïsi ainsi qu'aux députés du Finistère de se positionner vis-à-vis de ce problème.

CES RÉDUCTIONS BUDGÉTAIRES SONT DRAMATIQUES POUR LES RÉFUGIÉ-E-S

NOUS DÉCIDONS DONC D'OCCUPER LA MAIRIE DE BREST, À COMPTER DU 31 DÉCEMBRE 2009, JUSQU'À RÉACTION DES AUTORITÉS, ET INVITONS CHAQUE PERSONNE SE SENTANT CONCERNÉE À NOUS Y REJOINDRE.

NOUS DEMANDONS L'ANNULATION DE LA RÉDUCTION BUDGÉTAIRE, ET LA MISE EN PLACE D'UN VRAI DROIT D'ASILE EN FRANCE, EN EUROPE ET DANS LE MONDE.

cassspapier@no-log.org

www.cassspapier.gwiad.org

OCCUPATION DE LA MAIRIE

Mairie Centrale de Brest, Place de la Liberté

À PARTIR DU 31 DÉCEMBRE 2008

JUSQU'À RÉACTION DES AUTORITÉS

DROIT D'ASILE MENACÉ, DROITS DE L'HOMME BAFOUÉS, MAIRIE OCCUPÉE !

Au 1er Janvier 2009, entre en application la réduction budgétaire imposée par le ministère de l'immigration concernant les plateformes d'accueil et d'hébergement des demandeurs d'asile (mieux connu sous le nom de SCODA, le Service de Coordination et d'Orientation des Demandeurs d'Asile en Finistère).

Au niveau départemental, «l'accueil» des nouveaux arrivants demandeurs d'asile EST SUPPRIMÉ ! Cela signifie que ces nouveaux arrivants ne pourront plus être logés, ne pourront plus bénéficier des aides juridiques et financières délivrées par le SCODA actuellement. Cet accueil se fera au niveau régional, par le CADA de Rennes, qui devra gérer 4 départements au lieu d'un, sans augmentation de budget.

Le nombre de plateformes départementales, était de 60 en France en 2007. Il est déjà passé à 37 en 2008, et passera à 23 au 1^{er} Janvier 2009. Sans parler de quotas de demandeurs d'asile (ce qui risque d'arriver), cette décision entraînera la diminution du nombre de demandeurs d'asile pris en charge. Cela participe pleinement à la logique gouvernementale de plus en plus ferme en matière d'immigration, et même d'asile politique.

Les réfugiés politiques ont fuit leur pays. La France se doit de les accueillir et de les protéger, conformément à la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés, et de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Après l'occupation du SCODA les 29 et 30 Décembre derniers, le CASSS-paPIERs a décidé d'occuper la Mairie de Brest, et demande aux élus Brestoïsi ainsi qu'aux députés du Finistère de se positionner vis-à-vis de ce problème.

CES RÉDUCTIONS BUDGÉTAIRES SONT DRAMATIQUES POUR LES RÉFUGIÉ-E-S

NOUS DÉCIDONS DONC D'OCCUPER LA MAIRIE DE BREST, À COMPTER DU 31 DÉCEMBRE 2009, JUSQU'À RÉACTION DES AUTORITÉS, ET INVITONS CHAQUE PERSONNE SE SENTANT CONCERNÉE À NOUS Y REJOINDRE.

NOUS DEMANDONS L'ANNULATION DE LA RÉDUCTION BUDGÉTAIRE, ET LA MISE EN PLACE D'UN VRAI DROIT D'ASILE EN FRANCE, EN EUROPE ET DANS LE MONDE.

cassspapier@no-log.org

www.cassspapier.gwiad.org

OCCUPATION DE LA MAIRIE

Mairie Centrale de Brest, Place de la Liberté

À PARTIR DU 31 DÉCEMBRE 2008

JUSQU'À RÉACTION DES AUTORITÉS